

ACTION URGENTE

DEUX DÉFENSEURS DU DROIT À L'EAU ONT ÉTÉ TUÉS

Aly Magdaleno Domínguez Ramos et Jairo Bonilla Ayala, membres de la résistance populaire de Guapinol contre une mine d'extraction de minerai de fer, ont été retrouvés morts dans la communauté de Guapinol (département de Colón, nord du Honduras) le 7 janvier 2023. Selon leurs proches, ils ont été interceptés par des agresseurs armés et abattus sur place. Aly est le frère de Reynaldo Domínguez ; ils ont tous deux fait partie d'un groupe de 32 personnes poursuivies en justice par la société minière Inversiones Los Pinares et l'État hondurien pour avoir défendu le parc national Carlos Escaleras. Nous demandons aux autorités du Honduras de veiller à ce que des enquêtes approfondies et impartiales soient menées dans les meilleurs délais, et de prendre immédiatement des mesures de protection adéquates.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Mr. Oscar Fernando Chinchilla
Attorney General

Posta Edificio Lomas Plaza II,
Col. Lomas del Guijarro,
Tegucigalpa,
Honduras

Courriel : fiscaliageneralhnd@gmail.com
Twitter: @MP_Honduras / @ofchb

Monsieur le Procureur général,

Je vous écris afin de vous faire part de l'inquiétude que m'inspirent la mort d'Aly Magdaleno Domínguez Ramos et Jairo Bonilla Ayala, deux défenseurs des droits humains de la communauté de Guapinol, dans la municipalité de Tocoa (département de Colón) le 7 janvier 2023, et la sécurité de leurs proches, des habitant-e-s de Guapinol et du Comité municipal de défense des biens publics et communs (CMDBCP).

Le CMDBCP a signalé qu'Aly Domínguez et Jairo Bonilla ont été abattus le 7 janvier 2023, alors qu'ils rentraient chez eux à mobyette après le travail. Les résident-e-s de Guapinol et d'autres municipalités de Tocoa sont victimes d'attaques continuelles parce qu'ils contestent de manière pourtant non violente la légalité d'un projet minier dans le parc national Carlos Escaleras. L'arrestation injuste de huit défenseurs du fleuve Guapinol, connus sous le nom des « Huit de Guapinol », a en particulier eu un retentissement mondial.

Les autorités chargées de l'enquête doivent respecter le droit des familles de ces défenseurs des droits humains à obtenir justice, vérité et réparations. Conformément aux normes internationales relatives aux droits humains, les autorités doivent envisager que le travail des victimes en faveur des droits humains puisse être le motif de ces crimes.

Je vous demande donc de mener dans les meilleurs délais une enquête indépendante, impartiale et approfondie afin d'identifier tous les responsables présumés du meurtre d'Aly Domínguez et Jairo Bonilla.

Veuillez agréer, Monsieur le Procureur, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Plusieurs communautés, groupes de petits paysans, paroisses et organisations locales de la municipalité de Tocoa (département de Colón, dans le nord du Honduras), sous l'égide du Comité municipal de défense des biens publics et communs (CMDBCP), s'opposent au permis d'exploitation attribué à la compagnie minière Inversiones Los Pinares dans le parc national Carlos Escalera, anciennement connu sous le nom de Montaña de Botaderos, depuis 2015.

Le 1^{er} août 2018, des habitant-e-s ont établi le « camp Guapinol » pour protester de façon pacifique contre ce permis et contre l'exploitation minière en plein cœur d'une zone protégée abritant les sources d'eau dont la population locale dépend pour sa subsistance. Ils ont déposé plusieurs plaintes auprès de juridictions locales, mais elles n'ont toujours pas été traitées. Les membres du CMDBCP ont été visés par au moins deux procédures judiciaires depuis 2018 en raison des activités qu'ils mènent pour protéger les fleuves Guapinol et San Pedro contre l'impact du projet minier. Aly et son frère, Reynaldo Dominguez, ont été placés en détention en 2019 avec d'autres défenseur-e-s du fleuve Guapinol dans le cadre de ces procédures.

Ces mêmes poursuites ont mené à [l'incarcération injuste de huit défenseurs du fleuve Guapinol](#) pendant plus de deux ans, après qu'ils ont simplement défendu de manière pacifique le droit à une eau propre, situation ayant suscité un tollé international. Après une analyse rigoureuse, Amnesty International a déterminé que le dossier montre que l'enquête souffre de nombreuses lacunes, et a déclaré que ces hommes étaient des prisonniers d'opinion. Depuis leur libération en février 2021, le CMDBCP a dénoncé les attaques visant ses membres, qu'il s'agisse de tentatives de stigmatisation ou de surveillance. Le Comité continue à demander l'arrêt de ce projet minier.

Ces cinq dernières années, Amnesty International a donné l'alerte au sujet des nombreux homicides et autres types d'attaques visant des militant-e-s au Honduras, un des pays les plus meurtriers au monde pour les personnes qui défendent les droits humains. Malgré la gravité des attaques contre ces défenseur-e-s, le Honduras n'a pas encore signé l'Accord d'Escazú, le premier traité protégeant les droits fondamentaux en relation avec l'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes, en vertu duquel les États signataires sont tenus de protéger les défenseur-e-s de l'environnement, et qui est entré en vigueur le 22 avril 2021.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Espagnol
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 10 mars 2023
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Aly Magdaleno Domínguez Ramos et Jairo Bonilla Ayala (ils).

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : S.O.